

PAYSSAN CONSULTING

**Étude sur les perceptions du changement climatique
en Polynésie française – DPE**

Synthèse pour
décisionnaires



Liste des recommandations :

Positionnement structurant

Idée phare : Articuler savoirs locaux et savoirs scientifiques sans hiérarchie.

L'ensemble des recommandations qui suivent repose sur un positionnement de fond, partagé par les sept terrains étudiés et constitutif de la posture que la DPE devra adopter dans toute action de communication sur le changement climatique en Polynésie française.

Les savoirs locaux décrivent avec précision les modifications observées dans les milieux – qu'elles soient ou non attribuables au changement climatique. Accumulés sur plusieurs générations, transmis par la pratique et ancrés dans des lieux précis, ils constituent une description fine et située des transformations en cours. Le savoir scientifique, lui, offre une mise en système globale des phénomènes et un cadre explicatif des dynamiques climatiques. Ces deux registres ne sont ni concurrents ni hiérarchisables. C'est leur articulation qui permettra une compréhension fine de ce qui se joue localement.

La communication climatique de la DPE ne doit donc pas chercher à apporter une vérité qui viendrait corriger ou remplacer les observations locales. Elle doit nourrir ces savoirs avec les explications scientifiques des effets du changement climatique, afin de permettre aux habitant·es de mieux distinguer les rôles respectifs des phénomènes – pollution locale, aménagements, héritage nucléaire, cycles propres au milieu, dynamiques climatiques globales – et de mieux comprendre ce qu'ils et elles observent déjà sous leurs yeux. Elle doit s'évertuer à répondre aux interrogations formulées localement, et non à dérouler un programme de messages prédéfinis depuis Papeete.

Ce positionnement implique plusieurs exigences :

- Partir des questions locales (Pourquoi le *tārena* est-il décalé ? Pourquoi les baleines arrivent-elles plus tard ? Pourquoi les récifs blanchissent-ils ? Pourquoi y a-t-il moins de poissons ? Pourquoi n'est-ce plus comme avant ?) et y répondre en mobilisant les ressources scientifiques disponibles, en complément – et non en substitution – des hypothèses locales.
- Refuser explicitement toute hiérarchisation entre savoir local et savoir scientifique extérieur. Les savoirs exogènes vulgarisés devront être pensés comme complémentaires, ce qui est aussi une condition de réception identifiée sur l'ensemble des terrains.
- S'appuyer sur les canaux de transmission intergénérationnelle et de pairs déjà en place (transmission familiale, échanges entre pêcheur·euses et agriculteur·trices, associations comme Sophia Ma à Huahine, alliance commune-Église, dispositifs scolaires) en les nourrissant de ressources nouvelles, plutôt que d'en créer de concurrents.

- Éviter toute forme de « traditionalisation de la culture » – c’est-à-dire toute démarche qui figerait les savoirs locaux en guides de bonnes pratiques génériques, fiches techniques standardisées ou patrimoine muséifié. Ces savoirs sont vivants, situés, en transformation permanente ; les figer reviendrait à les tuer. L’accompagnement doit préserver leur caractère dynamique, contextuel et incarné. Cela vaut d’autant plus dans un contexte où les perturbations environnementales vont perdurer et rendre inefficients les savoirs écologiques locaux anciens.

Ce positionnement répond simultanément à deux enjeux centraux pour le Pays. D’une part, il soutient la continuité de transmission générationnelle, identifiée comme une préoccupation majeure en Polynésie française et exprimée sur l’ensemble des terrains, en valorisant les savoirs des anciens comme ressource vivante pour comprendre le présent et l’avenir. D’autre part, il permet à la nouvelle génération d’agrémenter ces savoirs pratiques situés en les articulant aux dynamiques globales du changement climatique, et ainsi de mieux maîtriser des environnements en transformation rapide.

C’est sur cette base – et seulement sur cette base – que les recommandations opérationnelles qui suivent pourront produire des effets durables.

Propositions de recommandations transversales à réadapter dans les contextes archipélagiques et/ou insulaires.

Court terme

- Assumer la gravité du diagnostic sans rétention d'information, la perception d'une communication édulcorée ou évitante étant un facteur de méfiance sur l'ensemble des terrains.
- Produire systématiquement les contenus en langues vernaculaires et non uniquement en français ou en tahitien, en reconnaissant la diversité linguistique du Pays comme condition d'appropriation.
- Abandonner les supports papier (affiches, brochures, dépliants) comme canal principal sur l'ensemble des îles, en cohérence avec le constat unanime de leur inefficacité.
- Créer des programmes diffusés en radio ou sur la TNT qui s'inscrivent dans les routines locales plutôt que de procéder par campagnes ponctuelles, du type capsule quotidienne de quelques minutes.
- Prioriser les vidéos TikTok comme principal médium de communication, rediffusables sur Facebook et Instagram, réalisées par des vidéastes locaux ou reconnus sur l'ensemble de la Polynésie française.
- Identifier et soutenir les enseignant·es porteur·euses de pédagogies innovantes sur le changement climatique, à l'image de M. Moevai Roche au collège de Taravao, dont l'approche permet aux élèves d'intégrer de manière efficace les causes, les conséquences actuelles et futures du changement climatique. Documenter ces pédagogies, les diffuser auprès des autres établissements du Pays, et en faire un levier de formation continue, réadaptable dans chaque contexte insulaire.
- Expliquer l'ensemble des phénomènes climatiques présents dans le Pacifique et leurs interactions (amplification ou diminution) avec le changement climatique, en présentant les conditions normales, puis avec El Niño puis avec La Niña, et en présentant également les autres phénomènes majeurs (PDO / ZCIT / ZCPS), qui s'articulent sur des temporalités différentes et se combinent. Cela expliquera ainsi la perception de certains décalages progressifs sur des temps longs des cycles saisonniers – aujourd'hui calés sur le savoir « des anciens » qui n'ont plus les mêmes temporalités climatiques. Ces décalages sont généralement imputés au changement climatique – offrir une lecture plus complexe permettra aux personnes de s'en saisir, réduisant l'effet englobant et flou du changement climatique.

- Distinguer dans la communication les causes proximales et les causes distales des transformations observées. Rudiak-Gould (2012)¹, sur les îles Marshall, documente le phénomène de « *promiscuous corroboration* » : les habitant·es attribuent au changement climatique des phénomènes qui n'en relèvent pas, ce qui peut sembler valider le discours scientifique mais fragilise en réalité la compréhension du phénomène. À Rurutu, la matrice sémantique de la « pollution » englobe tout ce qui souille – du plastique de Makatea aux tôles, des smartphones à la surpêche. La communication doit aider à distinguer (sans hiérarchiser) ce qui relève du changement climatique global, des pollutions locales, des aménagements et des dynamiques sociales – sans pour autant exonérer aucune de ces dimensions. Cette clarification est la condition d'un discernement fin des leviers d'action.
- Inviter explicitement les habitant·es à observer l'environnement qui les entoure et à partager leurs observations. En Polynésie française, où l'observation fine du milieu est déjà une pratique culturelle ancrée (floraisons, vents, marées, comportements des poissons, état des récifs), la communication de la DPE peut inclure des invitations à noter, partager et comparer ces observations. Cette posture transforme les habitant·es en co-producteur·trices de la connaissance climatique plutôt qu'en récepteur·trices passif·ves d'un message, et s'articule directement au positionnement de complémentarité entre savoirs locaux et scientifiques où le monitoring environnemental local est reconnu.

Moyen terme

- Produire et diffuser des portraits de personnes incarnant une réussite sociale alternative, fondée sur l'autosuffisance alimentaire et énergétique, la solidarité et la sobriété, plutôt que sur les marqueurs consuméristes dominants (gros 4x4, biens importés, signes extérieurs de richesse). Ces récits existent déjà sur les terrains (recommandation initiale de Rurutu) et constituent un contre-modèle culturellement ancré, opposable au consumérisme sans recourir à un discours moralisateur ou culpabilisant. Veiller à éviter toute folklorisation ou essentialisation de ces modes de vie.
- Mettre en place un dispositif de retour systématique des études et données produites vers les habitant·es ayant contribué (recommandation Huahine, Moorea), pour répondre à la critique récurrente d'une recherche extractive et construire la légitimité conditionnelle exigée sur l'ensemble des terrains.
- Co-construire les supports avec des relais locaux identifiés (associations, agriculteur·trices, pêcheur·euses, ancien·nes, enseignant·es, officiant·es religieux·euses).

¹ Rudiak-Gould, P. (2012). Promiscuous corroboration and climate change translation: A case study from the Marshall Islands. *Global Environmental Change*, 22(1), 46–54.

- Soutenir explicitement l'autonomie des communautés insulaires dans la définition de leurs propres priorités d'adaptation, plutôt que de proposer un cadre d'adaptation pré-formaté depuis Papeete. Cette posture est cohérente avec l'étude menée et avec la reconnaissance de l'injustice climatique, et conditionne la légitimité durable de l'action publique en matière climatique.
- Articuler savoirs locaux et appui scientifique sur les données quantitatives manquantes (stocks halieutiques, état des récifs, données océanographiques locales) en réponse aux demandes explicites formulées sur plusieurs terrains.
- Travailler la dimension émotionnelle de la communication climatique. Il faut articuler information, émotion et sentiment d'auto-efficacité (la conviction que l'on peut agir utilement), en évitant à la fois le catastrophisme paralysant et le techno-optimisme déconnecté, et en construisant des récits qui rendent l'action pensable et désirable à l'échelle locale. Donner la possibilité à celles et ceux qui veulent agir d'agir de manière responsable, en réorientant par exemple le désir de construire des enrochements illégaux aux Tuamotu, pensés pour protéger les atolls, vers des solutions durables et rapidement efficaces, et non uniquement vers la plantation d'arbres dont les effets ne se feront sentir qu'à long terme.
- Travailler la dimension violente du changement climatique. Prendre exemple sur les affiches STOP ICE avec des images choc. Recommandation plébiscitée par les collégien·nes : avant/après épisode de blanchiment corallien, des images des Marquises jaunies par la sécheresse, des projections de l'élévation du niveau de la mer. Alerter et ancrer cette réalité permettra de mieux l'expliquer. Cette mesure doit s'accompagner d'autres mesures de cadrage pour éviter des interprétations fatalistes.
- Travailler la dimension optimiste du futur. Aucun élève rencontré·e n'a émis l'hypothèse d'un futur où la lutte contre le changement climatique serait victorieuse. Quant aux adultes l'ayant fait, ils·elles s'en remettent exclusivement à une action divine.. Montrer ce paysage peut créer un imaginaire propice à l'engagement citoyen.
- Inclure explicitement les femmes comme audience et comme relais spécifiques de la communication climatique. La bibliographie sur la perception du changement climatique (Pondorfer et al., sur Bougainville et Palawan)² documente des différences genrées dans la perception et la priorisation des enjeux : les femmes sont souvent les premières affectées par les transformations qui touchent la gestion de l'eau domestique, l'alimentation, la santé familiale et les soins aux enfants et aux aîné·es. Une communication différenciée – sans essentialisation – permettrait de toucher les femmes là où elles vivent les effets concrets du changement climatique, et de les mobiliser comme relais privilégiés de transmission intergénérationnelle, rôle qu'elles occupent déjà largement dans les configurations familiales polynésiennes.

² Pondorfer, A. (2019). The perception of climate change: Comparative evidence from the small-island societies of Bougainville and Palawan. *Environmental Development*, 30, 1–4.

Long terme

- Construire une communication différenciée selon les microclimats et les configurations insulaires (île haute / atoll / île mixte), en évitant le message uniforme à l'échelle de la Polynésie française qui efface les expériences localisées du changement climatique.
- Anticiper la dimension migratoire interpolynésienne (accueil des populations des Tuamotu projeté depuis Rurutu, Huahine, Nuku-Hiva) comme composante à part entière de la communication climatique, et non comme angle mort.
- Encadrer, voire interdire la publicité promouvant des pratiques fortement émettrices de GES (véhicules thermiques de grande cylindrée, voyages aériens long-courriers à bas coût, produits ultra-transformés importés, équipements énergivores), sur le modèle de la municipalité d'Amsterdam qui a interdit la publicité dite « écocidaire » dans l'espace public et les transports en commun depuis 2020. Cette mesure assure la cohérence entre le discours public sur le climat et la régulation de l'environnement informationnel quotidien. Aucune campagne de sensibilisation ne peut produire d'effet durable si elle est noyée dans un flux publicitaire qui valorise précisément les comportements qu'elle cherche à réduire. Cette recommandation suppose une coordination interinstitutionnelle (DPE, Pays, communes, régie publicitaire de la TNT) et un travail juridique préalable sur les compétences mobilisables en Polynésie française.
- Faire une communication à destination exclusive des membres du gouvernement et des élus pour qu'ils/elles soient bien formés/es, permettant d'éviter les mesures incompatibles avec la réalité climatique et ses effets délétères sur les socio-écosystèmes ; et permettant la mise en place d'actions pour compenser ces effets et réduire l'impact de la Polynésie française. (Recommandation sur la base de la demande de la Vice-Présidente d'être mieux formée à ce sujet)
- Travailler le cadrage culturel de la réussite sociale dans la durée, en lien avec l'Éducation, les médias publics et les institutions locales et religieuses, pour déplacer progressivement les marqueurs de prestige du registre consumériste vers celui de l'autonomie alimentaire et énergétique, de la solidarité et de la transmission. Ce travail rejoint la demande, exprimée sur plusieurs terrains, d'une cohérence entre les discours institutionnels sur le climat et les modèles de vie réellement valorisés dans l'espace public.
- Anticiper les effets de la communication elle-même sur les dynamiques locales. Il faut introduire l'information dans un système social de manière à éviter, atténuer ou corriger les troubles plutôt qu'à les aggraver. Toute campagne de communication produit des effets non intentionnels : renforcement de certaines voix au détriment d'autres, redistribution des légitimités entre générations ou entre îles, création de tensions sur des sujets jusque-là gérés tacitement. La DPE devrait se doter d'une capacité d'évaluation des effets sociaux de sa propre communication, et d'une capacité de réajustement continu. Cela suppose une collaboration durable avec des

partenaires-relais locaux formé·es et informé·es sur la question, ainsi qu’avec des équipes de sciences sociales (de préférence des étudiant·es de l’UPF engagé·es dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour l’écologie en général).

Retour sur les résultats généraux des terrains – Rurutu, Huahine, Anaa, Nuku-Hiva, Tahiti (Papeete et presque) et Moorea

1. Une perception largement partagée

À l'échelle des sept terrains investigués, le changement climatique est un objet reconnu, nommé et discuté par l'ensemble des populations rencontrées. Il s'inscrit systématiquement dans des cadres préexistants – savoirs écologiques locaux, politiques, mémoriels, économiques – qui en conditionnent la lecture. Cette inscription prend des formes variables selon les terrains, mais aucun des publics rencontrés ne traite le changement climatique comme une catégorie technique séparée : il s'intègre à un ensemble de transformations socio-écosystémiques qui ont – ou qui n'ont pas – des liens directs avec le changement climatique.

2. Les décalages saisonniers : un marqueur transversal et consensuel

Le marqueur le plus stable et le plus partagé d'un terrain à l'autre est le constat d'un décalage temporel des cycles saisonniers. Ce constat est formulé à Rurutu (décalage des saisons chaudes et fraîches, des fruits, des poissons), à Huahine (faible production fruitière en 2025, températures extrêmes), à Anaa (rythme des cyclones et phénologie), à Nuku-Hiva (citronniers qui ne fructifient plus au bon moment), dans la presque île de Tahiti (décalage des saisons de pluie, vagues de chaleur et de froid), et à Moorea (décalage agricole, halieutique et des saisons également). Il s'agit du langage commun à travers lequel les populations polynésiennes formulent leur expérience du changement climatique, indépendamment du vocabulaire scientifique ou institutionnel.

3. Une gradation territoriale dans la mobilisation des savoirs locaux

L'enquête met en évidence une gradation nette dans la mobilisation des savoirs écologiques locaux selon l'éloignement des centres urbains. À Rurutu, Anaa, Huahine, Nuku-Hiva et dans la presque île de Tahiti, les savoirs phénologiques, halieutiques et agricoles sont mobilisés avec finesse pour qualifier les transformations en cours. À Papeete, à l'inverse, le changement climatique apparaît comme un objet plus abstrait, sans ancrage observationnel précis, ou extérieur à la ville, principalement réduit à la sensation de chaleur – qui peut être imputée à l'urbanisation. Moorea constitue un cas particulier car la proximité prolongée avec la recherche y a produit une connaissance climatique formalisée chez certains publics (agriculteur·trices, pêcheur·euses), mais au prix d'une défiance vis-à-vis d'une recherche perçue comme extractiviste.

4. Une défiance structurelle envers l'expertise extérieure

Une ligne de force commune à tous les terrains est la méfiance envers les savoirs venus de l'extérieur, qu'ils soient métropolitains, institutionnels ou académiques. Cette méfiance s'enracine dans une expérience cumulée : essais nucléaires, plantations forestières inadaptées, expertise agricole déconnectée, recherche perçue comme extractiviste, et plus récemment avec les mesures coercitives non comprises ou jugées abusives relatives au COVID-19 reposant sur des preuves scientifiques incomprises et des « fake-news » qui ont alimenté de la défiance tant vers les discours scientifiques que vers la classe politique. La figure du « faux expert » fonctionne comme opérateur de disqualification dans plusieurs terrains. Cette défiance n'empêche pas la demande d'information – elle est même parfois explicitement formulée (Huahine et Rurutu) – mais elle conditionne ses modalités de réception : seules les communications raccordées à des relais locaux, à des pratiques existantes et à des autorités reconnues localement ont des chances d'être reçues.

5. Présence et circulation des médias numériques

Les terrains documentent une présence active des médias numériques – TikTok, Facebook, contenus de vulgarisation francophones – dans le paysage informationnel polynésien. Ces canaux constituent à la fois un levier (diffusion par bouche-à-oreille et partage interne aux applications, contenus adoptés par des individus-relais) et un risque (circulation des discours complotistes, notamment sous les publications Facebook de TNTV et Polynésie la Première et les pages communautaires principales). Toute stratégie de communication devra composer avec cette double dynamique.

6. Entre fatalisme et action : un paysage contrasté

L'enquête fait apparaître une diversité de postures face à l'avenir. Un premier registre, apocalyptique, est mobilisé par les Églises restaurationnistes et/ou (pré)millénaristes (Témoins de Jéhovah, Adventistes³, Mormons⁴ et Sanitos⁵). Un second registre, de défiance institutionnelle, pousse à l'action individuelle voire à la désobéissance plutôt qu'à l'attente passive (enrochement à Anaa). À Nuku-Hiva essentiellement, un troisième registre est celui de l'aspiration au développement technologique émancipateur. Enfin, un dernier registre, militant, revendique la sobriété. L'ensemble des adolescent·es et jeunes adultes rencontré·es a une vision fataliste du futur dont ils·elles se moquent parfois (ou qu'ils·elles tournent parfois en dérision). Bien que le défaitisme existe, il n'est jamais total et coexiste presque toujours avec des formes d'action ou de demande d'action.

³ Église adventiste du septième jour

⁴ Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours

⁵ Église du Christ